

Carte scolaire : l'arbre qui cache la forêt

Christian Janbreau

Les discours sur la carte scolaire sont ridicules. La question est ailleurs. Les échanges philosophiques ou statistiques sur les causes et conséquences d'un libre choix présumé contrarié des familles ne servent qu'à cacher ceci : réformer le système éducatif secondaire (collèges – lycées) pour en faire un outil performant de construction de l'avenir du pays est coûteux, improductif à court terme et semble politiquement suicidaire. À partir de quoi on amuse le tapis avec des grimaces et on jongle, la tête dans le sac, avec des gadgets.

Il faut définir un canevas éducatif de principe (stratégie), redéfinir les maîtres et les locaux qui le rendent applicable, donner toute autonomie aux établissements pour les réglages tactiques nécessaires.

Canevas : Pour motiver les élèves (et s'en ressaisir), il faut dichotomiser les parcours. Il faut offrir à mi-temps aux classes d'âge une formation socialisante (accès à une citoyenneté informée et lucide) fondée sur des activités permettant à tous et à chacun de s'exprimer et de s'intégrer dans un ensemble diversifié. Et il faut offrir à chacun, second mi-temps, la possibilité d'accéder à son excellence individuelle en circulant, par unités de valeur capitalisables, dans le champ atomisé des disciplines et des connaissances. Là, on travaille en groupes homogènes, sur niveau acquis, sans critère d'âge. Ce discours ne distingue pas l'enseignement « général » de l'enseignement « professionnel », dualité que les pesanteurs

sociologiques ont transformée en « piège-à-cons » et qui doit être dissoute dans la polyvalence de l'offre de formation.

Redéfinition des maîtres et des locaux : Pour prendre en charge ces perspectives, il faut une présence à temps plein, sur la durée de l'encadrement scolaire, de l'ensemble des personnels appelés à assumer collectivement la responsabilité de la population d'élèves qui leur est confiée et à se répartir au mieux de l'intérêt de celle-ci les charges d'enseignement, d'animation, de surveillance qui en découlent. Ceci suppose une révision complète du métier d'enseignant, des formations initiales, des services, comme une refonte-rénovation-extension des locaux permettant le travail sur place (individuel et d'équipe) dans des espaces (bureaux) adaptés munis d'équipements fonctionnels.

Autonomie : Le jacobinisme pointilleux et fébrile de l'administration centrale a fait assez de mal. Ce qui précède et qui nécessitera, uniforme dans ses énoncés globaux, des adaptations circonstanciées, exige l'autonomie vraie des établissements. Et très certainement, en parallèle, d'une part le fonctionnement des équipes éducatives dans le cadre de projets contractuels portés par un chef d'établissement élu en leur sein, d'autre part, la mise en place d'un réseau structuré d'animation-coordination-suivi se substituant aux corps d'inspection et destiné à dépasser l'écueil possible de l'anarchie par l'émergence de synergies maîtrisées et constructives.

La présentation faite ici à traits grossiers condamnerait j'imagine Bercy à l'apoplexie, poussera le SNPDEN à la syncope et, tous syndicats aidant, conduira le ministre de l'EN qui prétendrait l'assumer à la démission. Et pourtant ... C'est maintenant ou jamais, comme ce fut déjà le cas – et ne sut pas être exploité – en mai 1981. Nicolas Sarkozy saura-t-il être plus lucide (pour ne pas dire intelligent) que François Mitterrand ? 2007-1981=26. Vingt-six ans. Une génération de perdue. Rebelote ou, avec un vrai courage, un véritable effort pour sortir de l'ornière au risque des enseignants dans la rue ? Car – mais on refuse de le voir – tous nos pseudo-problèmes de violence et d'intégration sont là et peuvent être, là, efficacement attaqués.